



III SOMMET MONDIAL DES REGIONS
CHANGEMENT CLIMATIQUE
MONTEVIDEO, URUGUAY

Programme provisoire

Mardi 20 avril 2010 (réservé exclusivement aux membres du Réseau)

9.00 - 12.30 Réunion de l'Assemblée générale du réseau nrg4SD

12.30 - 14.30 Déjeuner

14.30 - 18.00 Réunion du Comité directeur du réseau nrg4SD

16.00 - 16.30 Pause-café

14.30 - 18.00 Réunion du Comité exécutif de OLAGI

19.00 - 22.00 Cocktail et spectacle de bienvenue, Salle Auditorium SODRE

En parallèle : 14.30 - 19.00 Enregistrement des participants



Mercredi 21 avril 2010

8.30 - 9.00 Enregistrement des participants

9.00 - 12.30 Séance plénière d'ouverture : La situation post-Copenhague

Des séances plénières baliseront le début et la fin du Sommet. La séance d'ouverture sera une introduction politique qui abordera l'état de situation, à l'issue des conversations et négociations tenues en décembre 2009, à Copenhague. Des personnalités de renommée internationale, reconnues par leur activité dans la lutte contre les conséquences sociales et environnementales du changement climatique y participeront. Le débat portera également sur le rôle que les gouvernements régionaux et locaux jouent actuellement, suite aux décisions prises lors du Sommet de Saint-Malo. Les contributions des participants serviront de base pour engager un processus de discussion à différents niveaux, au cours du Sommet de Montevideo, processus dont la synthèse sera l'ensemble de déclarations et de résolutions qui seront adoptées pendant la séance plénière de clôture.

9.00 - 10.00 Allocutions d'ouverture

Les allocutions de bienvenue des représentants du gouvernement uruguayen et des organismes internationaux détermineront l'encadrement du débat concernant la problématique sociale et environnementale entraînée par le changement climatique.

Allocutions :

1. José Alberto Mujica Cordano, Président de la République Orientale de l'Uruguay
2. Ambrosio Barreiro, Président du Congrès des Maires de l'Uruguay
3. Jane Davidson, Ministre du Pays de Galles, Royaume-Uni et Co-Présidente du Réseau nrg4SD
4. Susan McDade, Coordinatrice résidente des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD en Uruguay

10.00 - 11.00 Débat international : l'état de situation après Copenhague

D'après les gouvernements régionaux et locaux participants au Sommet, quel est le résultat des négociations tenues à Copenhague? Quel est le fruit des années de négociations intenses menées entre les pays? Comment, les gouvernements régionaux et locaux, doivent-ils se placer, face à l'accord appelé « Accord de Copenhague » ? Et ces gouvernements, comment peuvent-ils contribuer à la concrétisation d'un accord légalement obligatoire, susceptible d'être adopté cette année, lors de la COP 16 au Mexique ?

Interventions :



1. *Graciela Muslera, Ministre du Logement, l'Aménagement du Territoire et l'Environnement, Uruguay*
2. *Christian Guyonvarch, Vice-président de la Région Bretagne et Vice-président du Réseau nrg4SD pour l'Europe*
3. *Luc Bas, Head of Government relations Europe (The Climate Group)*
4. *Line Beauchamp, Ministre du Développement durable, l'Environnement et les Parcs, Québec, Canada*
5. *A confirmer : Francesc Baltasar, Conseiller pour l'Environnement et l'Habitat, Catalogne, Espagne*

11.00 - 11.30 *Pause-café*

11.30 - 12.30 Institutions régionales et locales : engagement et rôle

Comment avancer et approfondir l'action des gouvernements ainsi que des pouvoirs régionaux et locaux face au changement climatique ? L'objectif du Sommet de Saint-Malo était de « mettre en valeur la créativité régionale dans la lutte et l'adaptation face au changement climatique, faisant le point en particulier sur trois approches qui définissent la force des Régions et du Réseau nrg4SD :

- une approche fondée sur la solidarité Nord/Sud, bonne gouvernance et forte mobilisation des acteurs au niveau local
- une approche axée sur l'échange d'expériences entre des régions, aux institutions et aux cultures différentes, mais qui sont confrontées à des défis similaires
- une approche privilégiant l'innovation, car les Régions font face à des problématiques très diverses et doivent souvent mettre en œuvre des solutions originales ».

Dans ce cadre, quel sont les progrès pratiques réalisés? Quelles ont été les expériences vécues ? Et, dans cette optique, quelles sont les directives à suivre?

Interventions :

1. *Xavier Gizard, Secrétaire général du Forum global d'Associations des Régions (FOGAR)*
2. *Fernando Rei, Président du CETESB et Co-président du réseau nrg4SD*
3. *Paul Carrasco, Président de OLAGI et Préfet de la Province d'Azuay, Equateur*
4. *A confirmer : Priscilla Wohl, Secrétaire générale du Forum du Nord (North Forum)*

12.30 - 14.00 *Pause*

14.00 - 15.30 Présentation de l'initiative Approche territoriale du Changement Climatique et des progrès accomplis dans le projet pilote mis en œuvre dans la Région métropolitaine de l'Uruguay



Le Programme Approche territoriale du Changement Climatique apporte son soutien tant aux autorités qu'aux acteurs de niveau sous national, dans le développement de stratégies afin de faire face au changement climatique, d'identifier les actions prioritaires visant la mitigation de ses effets et la correspondante adaptation, d'élaborer des instruments politiques efficaces et de permettre l'accès à des sources de financement novatrices. Il s'agit d'une initiative conjointe de plusieurs institutions des Nations Unies, conduite par le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, dont la première expérience pilote est actuellement en cours dans la Région métropolitaine de l'Uruguay. La méthodologie, les aménagements institutionnels ainsi que les progrès réalisés, dans la mise en œuvre de cette initiative, seront présentés par les autorités nationales et par des experts de niveau national et international.

Modérateurs à confirmer

Interventions à confirmer

15.30 - 16.00 *Pause-café*

16.00 Lancement des séances thématiques parallèles

Après une brève séance d'ouverture, et jusqu'à 18.30, huit séances thématiques parallèles permettront la présentation d'expériences concrètes. Les séances continueront au cours de la matinée du jeudi 21, conformant une journée de travail. Afin de donner suite au travail du Réseau des Régions, des sujets abordés lors du Sommet de Saint-Malo (biodiversité, agriculture, ressources hydriques, gestion des zones côtières, énergie) y seront inclus, mais, pour élargir la base du débat ainsi que la portée des échanges et des propositions réalisés, de nouveaux sujets y seront également abordés (vulnérabilité sociale, planification territoriale). Chaque séance sera coordonnée et modérée par un binôme intégré par des personnalités de niveau institutionnel et technique. Par le biais des exposés des experts, les séances montreront les expériences développées au niveau régional dans la lutte contre le changement climatique, afin de mettre en évidence l'importance du rôle des gouvernements régionaux et locaux, grâce à leur connaissance précise de la perspective territoriale, à leur proximité et à leur lien avec les acteurs de terrain. Les exposés ne devront pas dépasser 20 minutes.

16.00 - 18.30 Séances

Séance 1 : Vulnérabilité sociale

Les nouvelles conditions climatiques et environnementales créent des situations favorables au développement de vecteurs et d'agents responsables de maladies nouvelles, qui augmentent le risque d'exposition des êtres humains à ces éléments. Les logements irréguliers et précaires des secteurs sociaux défavorisés sont les plus vulnérables, face à ce processus et à d'autres accidents climatiques tels que les inondations, car beaucoup sont situés dans des zones inondables. Lorsque les conditions de vie sont dégradées, la population est plus exposée et le risque de souffrir des maladies de transmission hydrique augmente. Quelles sont



les expériences développées, les initiatives, les outils et la logistique mis en place par les gouvernements régionaux et locaux pour lutter contre la vulnérabilité des secteurs sociaux les plus démunis face aux problèmes provoqués par le changement climatique ?

Modérateurs :

1. *A confirmer: Organisation panaméricaine de la Santé (OPS)*
2. *A confirmer*

Présentations:

1. *Impact du changement climatique sur la santé humaine, Carmen Ciganda, Directrice, Division Santé environnementale et au travail, Ministère de la Santé Publique, Uruguay*
2. *La vulnérabilité sociale et dynamique du climat comme dimension à risque : contribution à la prévention de catastrophes, Silvia G. González, Programme de Recherches sur les Ressources naturelles et l'Environnement (PIRNA), Université de Buenos Aires (UBA), et Claudia E. Natenzon, Faculté latino-américaine des Sciences sociales (FLACSO), Argentine*
3. *Système d'alerte et de suivi des événements climatiques extrêmes dans le Département de Canelones, Direction générale de Développement social, Municipalité de Canelones, Uruguay*
4. *Situation du SNE (Système national d'Urgences) et ses apports au Système national de Réponse au Changement climatique et à la Variabilité, Waldo Cortese, SNE, Uruguay*
5. *A confirmer.*

Séance 2 : Aménagement territorial

L'aménagement du territoire favorise tant le développement durable que la décentralisation et constitue l'un des outils clés pour la conception des politiques de développement économique de l'espace physique, prenant en considération les investissements nécessaires en infrastructure et équipement. Les politiques d'aménagement du territoire doivent aborder intégralement les zones urbaines et rurales ainsi que les espaces naturels. Un grand nombre des modalités actuelles d'occupation du territoire sont spontanées. En ce sens, comment l'aménagement du territoire peut-il contribuer à mitiger les effets du changement climatique et à favoriser l'adaptation au changement ? Est-ce que les modèles de planification incluent le thème du changement climatique ? Y a-t-il des expériences gérées par les gouvernements régionaux et locaux ?

Modérateurs :

1. *Andrés Ridaó, Directeur, Direction générale de Planification territoriale et d'Aménagement urbain, Municipalité de Montevideo, Uruguay*
2. *A confirmer*

Présentations :





1. *Approche territoriale du développement et du changement climatique, les conclusions des Conventions internationales de Marseille, France (mars 2007) et de Tanger, Maroc (mai 2008), Xavier Gizard, Secrétaire général du Forum Global d'Associations des Régions (FOGAR)*
2. *Avancements de la révision du Plan d'aménagement territorial de Montevideo (POT) et le changement climatique, Salvador Schelotto, Directeur, Département du Plan, Municipalité de Montevideo, Uruguay*
3. *Changement climatique à l'Altiplano du Mexique, le cas de la zone métropolitaine de la ville de Toluca, José Isabel Juan Pérez, Système national de Recherches du Mexique*
4. *Les nouveaux outils de l'aménagement du territoire et du développement durable aux différents échelons, Commentaire des cas en cours d'exécution, Juan Pedro Urruzola, Conseiller, Direction nationale de l'Aménagement du Territoire, Uruguay*
6. *A confirmer : Représentants de Catalogne, Espagne*

Séance 3 : Patrimoine naturel et culturel

L'UNESCO a mis en valeur le patrimoine naturel et culturel mondial et a mené des études sur les effets du changement climatique sur ce patrimoine. Les plantes et les animaux ne peuvent pas s'adapter au processus rapide du réchauffement global actuel. La résilience des écosystèmes naturels ainsi que la probabilité de leur adaptation naturelle se sont réduites, et, par conséquent, leur capacité d'absorption de carbone et de provision en ressources naturelles a également diminué. Les conséquences du changement climatique sur le patrimoine culturel, à savoir, les biens architecturaux, historiques, archéologiques et paysagers, sont aussi évidentes, car les différents événements entraînent des changements des conditions environnementales qui mettent en danger la conservation de ces éléments culturels. Quelles sont les principales actions entreprises pour affronter cette problématique? Comment, les différents domaines de recherche peuvent-ils contribuer pour apporter des solutions ?

Modérateurs :

1. *Jane Davidson, Ministre du Pays de Galles, Royaume-Uni et Co-Présidente du Réseau nrg4SD*
2. *A confirmer*

Présentations :

1. *Biodiversité et changement climatique en Amérique latine et les Caraïbes, Diego Martino, Coordinateur en Uruguay, Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)*
2. *Conservation de la biodiversité face au changement climatique : les défis en Uruguay, Alejandro Brazeiro, Coordinateur du noyau interdisciplinaire Biodiversité & Société, Université de la République, professeur adjoint du Département d'Ecologie, Faculté des Sciences*
3. *Paléoclimat, archéologie et gestion de la zone protégée marécageuse du fleuve Santa Lucía(Région métropolitaine de l'Uruguay), Laura Beovide et*



Marcela Caporale, Musée national d'Anthropologie, Direction Science et Technologie, Ministère de l'Éducation et de la Culture

4. *A confirmer*
5. *A confirmer*

Séance 4 : Agriculture et pêche

L'agriculture a souffert les effets des périodes de sécheresse, des inondations, de l'excès d'eau dans les sols, des gelées et du grêle, autant de conditions qui ont provoqué et provoqueront encore de grandes pertes économiques aux producteurs. Les populations de poissons, leurs zones de reproduction et d'élevage, ainsi que les capacités d'exploitation de ces ressources sont des composantes très sensibles au changement climatique. Quelles sont les principales expériences vécues et les technologies développées pour faire face à ces problèmes ?

Modérateurs :

1. *A confirmer*
2. *A confirmer*

Présentations :

1. *Les conclusions du Sommet des Régions sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Dakar (janvier 2010), Xavier Gizard, Secrétaire général du Forum global d'Associations des Régions (FOGAR)*
2. *La sécheresse, expérience dans le Département de San José, Mercedes Antía, Directrice, Unité de Développement, Municipalité de San José, Uruguay*
3. *Vers une gestion éco- systémique de la pêche : zones marines protégées en Uruguay et implications du changement climatique dans les stratégies d'aménagement de la pêche, Omar Defeo ; Direction nationale des Ressources aquatiques, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et Unité des Sciences de la Mer de la Faculté des Sciences, Uruguay*
4. *Titre à confirmer, Luis Aldabe, Direction générale de Développement rural Municipalité de Canelones, Uruguay*
5. *Titre à confirmer, Mariana Hill, Directrice, Direction générale des Ressources naturelles renouvelables (RENARE),*

Séance 5 : Construction durable

Toute bâtiment est durable lorsqu'il minimise la consommation, maximalise la réutilisation de ressources naturelles, privilégie l'emploi de ressources renouvelables, recyclables ou recyclées et tient compte du cycle de vie des produits, services et matériaux employés. Ce type de bâtiments valorisent les installations, veillent au bien-être des utilisateurs et recherchent des solutions intelligentes et novatrices. La définition et la mise en place de politiques de construction durable encouragent les investissements en technologie à faible consommation de carbone et les solutions susceptibles de favoriser l'emploi



efficace de l'énergie dans les immeubles, ce qui économise des millions de tonnes de gaz à effet serre dans le monde. Quelles sont les actions décidées et mises en œuvre par les collectivités locales et régionales ? Quelles perspectives pour les constructions durables dans la région ?

Modérateurs :

1. *Américo Rocco, Directeur national du Logement, Ministère du Logement, de l'Aménagement territorial et de l'Environnement, Uruguay*
2. *Paula Gabriela Freitas, Directrice de Projets des collectivités locales en matière de développement durable, Secrétariat pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ICLEI)*

Présentations:

1. *Titre à confirmer, Laura Valente de Macedo, Directrice régionale des gouvernements locaux pour la Durabilité, Secrétariat pour l'Amérique latine et les Caraïbes*
2. *Titre à confirmer, Hugo Rea, Coordinateur, Groupe de travail sur la durabilité des constructions, Municipalité de Montevideo, Uruguay*
3. *A confirmer, Prefeitura de Belo Horizonte, Comité de Changement climatique, Brésil*
4. *A confirmer, Mairie de la ville de Buenos Aires, Agence pour la Protection de l'Environnement et/ou Ministère du Développement urbain, Argentine*
5. *A confirmer*

19.00 - 21.00 Conférences thématiques publiques (à définir)



8.45 - 12.30 Suite des séances thématiques parallèles

8.45 - 11.15 Séances

Séance 6 : Gestion du littoral

Les zones côtières font l'objet de fortes pressions de développement anthropique. L'infrastructure urbaine et le transport maritime, le tourisme et les loisirs s'y développent, parallèlement avec des activités importantes d'exploitation de ressources naturelles telles que la pêche et la biodiversité. Elles supportent, également, des pressions environnementales, telles que l'érosion, les variations dans la salinité et l'intrusion saline causée par la montée du niveau de la mer, entre autres facteurs. Quelles sont les politiques et les mesures que les différents acteurs de niveau régional et local ont mis en œuvre pour adapter la structure ainsi que la fonctionnalité des bandes côtières au changement climatique? Quelles initiatives mises en place et quels résultats obtenus? Et enfin, quelles perspectives dans ce domaine?

Modérateurs :

1. *Néstor Campal, Directeur général du Département de Développement environnemental, Municipalité de Montevideo, Uruguay*
2. *A confirmer*

Présentations :

1. *Les défis de la gestion côtière devant les scénarios de changement climatique, une approche régionale, Daniel Conde, Centre interdisciplinaire de Gestion intégrée du Littoral du Cône Sud, Université de la République, Uruguay*
2. *Présentation du Règlement national du Littoral (en voie d'adoption) et de sa Contribution à la Gestion intégrée du Littoral, Cecilia Catalurda, Directrice de Planification territoriale, Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement*
3. *Gestion du Littoral et changement climatique, Mónica Gómez, Coordinatrice, Programme ECOPLATA*
4. *A confirmer*
5. *A confirmer*

Séance 7 : Energie

Les modèles de production et de consommation constituent sont à l'origine de nombreux problèmes environnementaux. Le changement des systèmes de production par des systèmes durables sans externalisation de leur impact sur l'environnement, efficaces dans l'emploi des ressources, en particulier, des ressources renouvelables, qui ne dégradent pas les écosystèmes ni leur biodiversité, sera un changement à long terme. La



promotion de sources d'énergie alternatives, pour mitiger les émissions dans le secteur énergétique, contribuer à l'adaptation au changement climatique et augmenter la capacité de gestion du risque climatique s'avère une mesure absolument prioritaire pour atteindre ces objectifs. A cette fin, quelles sont les actions engagées, mises en place et/ou prévues par les collectivités régionales et locales à l'issue du Sommet de Saint-Malo ? Comment les gouvernements régionaux et locaux ont-ils envisagé l'utilisation d'énergies alternatives renouvelables ? Quels ont été les principaux problèmes soulevés ?

Modérateurs :

3. *Ramón Méndez, Directeur, Direction nationale de l'Energie et de la Technologie nucléaire, Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Uruguay*
4. *A confirmer*

Présentations :

1. *La Loi relative au Changement climatique de Sao Paulo, actions dans le secteur de l'énergie, Oswaldo Lucon, Conseiller du Secrétariat de l'Environnement de l'Etat de Sao Paulo, Brésil*
2. *Projet démonstratif de la captation de biogaz et la génération d'énergie électrique dans le remplissage sanitaire de Las Rosas, Département de Maldonado, Uruguay, Sebastián Bajsa, Municipalité de Maldonado*
3. *Energies alternatives et sources renouvelables, Programme municipal d'Energie, Municipalité de Montevideo, Uruguay*
4. *Titre à confirmer, Jane Davidson, Ministre du Pays de Galles, Royaume-Uni et Co-présidente du Réseau nrg4SD*
5. *A confirmer*

Séance 8 : Finances relatives au carbone. Coopération interrégionale

Les finances relatives au carbone au niveau international sont en développement. Les gouvernements régionaux et locaux, peuvent-ils mettre en place des actions directes dans le domaine de leur compétence visant des accords futurs ? Est-il possible d'adapter à l'échelon régional la dynamique d'achat et de vente du droit à contaminer l'atmosphère au dioxyde de carbone et d'autres gaz ? Quelle est l'expérience des régions qui disposent, déjà, d'un régime d'échange d'émissions au niveau régional et local ? Quels sont les principaux domaines dans lesquels il est possible de contribuer au financement du carbone au niveau régional et/ou local ?

Modérateurs :

1. *A confirmer, Représentants de Catalogne, Espagne*
2. *A confirmer*



Présentations :

1. *Quebec's involvement in the development of a North American carbon market : from Quebec's carbon levy to the Western Climate Initiative, Line Beauchamp, Ministre du Développement durable, l'Environnement et les Parcs, Québec, Canada*
2. *Contribution à la création d'un réseau de régions pour la reconnaissance des services forestiers du monde, Conseil régional d'Aquitaine, France*
3. *La Caisse des Retraites et Pensions bancaires et leur expérience forestière : son corollaire en bonus de carbone, Caisse des Retraites et Pensions bancaires, Uruguay*
4. *Titre à confirmer, Walter Oyhantzabal, Membre du Groupe intergouvernemental d'Experts sur le Changement climatique des Nations Unies*
5. *Titre à confirmer, Alvaro Navarro, Coordinateur du Projet régional de carbone 2012, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Panama*

11.15 - 11.30 *Pause-café*

11.30 - 13.00 Séance unique

Séance 9 : Ressources hydriques

L'accès à l'eau potable et l'accès à l'assainissement sont des droits de l'homme essentiels. Les bassins et les aquifères doivent être considérés des unités de gestion et de planification, tout en reconnaissant l'interdépendance entre la structure et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et les caractéristiques et activités anthropiques qui ont lieu dans leurs bassins de drainage. Selon une approche interdisciplinaire, interinstitutionnelle et décentralisatrice, comment gérer ces ressources face aux conséquences du changement climatique ? Quels sont les outils les plus efficaces pour leur gestion à l'échelon local ?

Modérateurs :

1. *Francisco Graciano, Co-président du nrg4SD et Secrétaire de l'Environnement de l'Etat de Sao Paulo, Brésil*
2. *A confirmer José Luis Genta, Directeur, Direction nationale de l'Assainissement et les Eaux (DINASA), Uruguay*

Présentations :

1. *Paul Carrasco, Président de OLAGI et Préfet de la Province d'Azuay, Equateur*
2. *Francisco Javier Díaz Carvajal, Coordinateur général de l'ANAAE et Secrétaire du Développement urbain et de l'Environnement du Gouvernement de l'Etat de Quintana Roo, Mexique*
3. *Iñaki Achucarro, Vice Conseiller de l'Aménagement du Territoire et des Eaux du Département de l'Environnement, la Planification*



*territoriale, l'Agriculture et la Pêche du Gouvernement basque,
Espagne*

4. *Paula Caballero, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)*
5. *Leonardo Herou, Directeur, Direction générale de Gestion environnementale, Municipalité de Canelones, Uruguay*

9.00 - 12.30 Conférences thématiques publiques (à définir)

13.00 - 14.30 Pause

14.30 - 18.00 Séance plénière de Clôture

14.30 - 16.00 Information et synthèse des séances thématiques

Tour d'information et révision générale des travaux développés dans les différentes séances thématiques

16.00 - 16.30 Pause-café

16.30 - 18-00 Résolutions et déclarations

- 16.30 - 17.15 Signature des protocoles et déclarations finales du Réseau
- 17.15 - 18.00 Allocutions de clôture avec la participation d'autorités nationales, régionales et internationales

1. *Ambrosio Barreiro, Président du Congrès des Maires, Uruguay*